



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-cinquième session  
23-29 avril 2009  
Bangkok

**FAIRE FACE AUX MENACES POUR LE DÉVELOPPEMENT :  
PRINCIPAUX ENJEUX POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET  
SOCIAL INCLUSIF ET DURABLE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE :  
FAIRE FACE À LA CRISE FINANCIÈRE ET AUX AUTRES MENACES  
CONVERGENTES POSÉES AU DÉVELOPPEMENT : VERS UN SYSTÈME  
FINANCIER STABLE ET PROPICE AU DÉVELOPPEMENT**

(Point 9 a) de l'ordre du jour)

**Projet de rapport**

*Résumé des messages du Groupe de haut niveau sur la crise économique*

1. Le Groupe de haut niveau sur la crise économique, qui a été organisé au cours de la soixante-cinquième session de la Commission, a permis aux participants de comparer leurs points de vue sur l'impact de la crise économique dans différentes régions, de débattre des mesures de politique et d'évaluer les diverses options pour l'avenir. La Secrétaire exécutive de la CESAP, Mme. Noeleen Heyzer, a présenté des observations liminaires, dégagé les faits saillants de l'impact de la crise économique dans la région de l'Asie et du Pacifique et des mesures prises pour y faire face, et fait fonction d'animatrice des débats. Étaient membres du Groupe :

S.E. M. Kim Jong-Hoon, Ministre du commerce de la République de Corée et Président de la soixante-quatrième session de la Commission

M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

M. Jan Kubis, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE)

M. Ajay Chhibber, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Asie et le Pacifique (message enregistré sur vidéo)

M. Martin Khor, Directeur exécutif du Centre du Sud

2. M<sup>me</sup> Heyzer a indiqué que les résultats des délibérations ne constitueraient pas seulement une utile contribution aux travaux en cours de la Commission; ils seraient également présentés à une conférence de haut niveau des Nations Unies au début de juin, ainsi que lors des délibérations du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale plus tard dans l'année. La Secrétaire exécutive a souligné que les réformes réglementaires de large portée adoptées depuis 1997 jointes à une gestion macroéconomique conservatrice avaient accru la résilience de la région à la crise et permettaient ultérieurement aux décideurs de mettre en œuvre de vigoureuses politiques financières et monétaires orientées vers l'expansion. De ce fait, on prévoyait pour les économies en développement de la région une croissance de 3 % en 2009. Malgré cette capacité à faire face, les exportations avaient baissé de plus 10 %, et non moins de 23 millions de personnes, en particulier de jeunes femmes employées dans le secteur manufacturier orienté vers l'exportation, risquaient de perdre leur emploi tandis que des millions d'autres connaîtraient une insécurité croissante sur le plan du revenu. Il était nécessaire de renforcer la coordination des politiques macroéconomiques régionales et d'approfondir l'intégration économique pour atténuer l'impact de la crise économique et relancer les moteurs de la croissance économique régionale et mondiale. Si l'on regardait vers l'avenir, la crise en cours avait offert à la région une occasion de s'attaquer à des problèmes à plus long terme tels que les crises de l'énergie, la sécurité alimentaire et les changements climatiques, et souligné la nécessité de jeter les bases économiques et sociales d'un mode de développement plus inclusif et plus durable.

3. S.E. M. Kim Jong-Hoon a décrit l'expérience de la République de Corée face à la crise tout en notant que les opinions différaient quant à savoir si la récession mondiale allait s'aggraver ou si le pire était déjà passé. Il a présenté des observations sur les résultats du Sommet du G-20, qui s'était tenu à Londres au début d'avril 2009, notant en particulier qu'un accord s'y était fait sur le renforcement des systèmes de régulation financière, l'accroissement de l'aide financière et la création du Conseil de stabilité financière par l'élargissement de l'ancien Forum de stabilité financière. Il a souligné également la nécessité d'éviter les mesures protectionnistes dans la mise en œuvre des programmes de stimulation budgétaire et a souligné que la conclusion du Cycle de Doha de l'OMC constituait le meilleur moyen de résister au protectionnisme. Il a noté le rôle élargi qui revenait à l'ONU dans la mise en place d'un mécanisme de suivi chargé d'observer et de faire mieux comprendre l'impact de la crise économique sur les pauvres et les personnes vulnérables, et a estimé que la CESAP pourrait jouer un important rôle à cet égard.

4. M. Abdoulie Janneh a noté que si le niveau d'intégration financière avec le reste de monde était moindre en Afrique que dans les autres régions, l'Afrique était elle aussi gravement touchée par la crise mondiale. Elle avait souffert d'une chute dramatique des cours des produits de base et de réductions de l'investissement étranger direct et des envois des fonds, qui avaient infligé de sévères pressions sur les balances des paiements et entraîné pour la population une aggravation de l'insécurité sur le plan du revenu et de l'alimentation qui risquait d'avoir d'énormes ramifications pour la stabilité sociale et politique. Dans ce contexte, l'intervenant a souligné qu'il était urgent que les pays développés s'acquittent des engagements d'assistance au développement qu'ils avaient pris vis-à-vis de l'Afrique.

5. M. Jan Kubis a noté que la crise actuelle, la pire qu'ait connue l'Europe depuis la Seconde guerre mondiale, avait eu des effets particulièrement sévères sur les économies émergentes de la région. Il a souligné l'interdépendance entre les pays, qu'ils soient développés ou en développement, tout en se déclarant préoccupé de ce que des mesures plus décisives pour rétablir la santé des institutions financières dans les pays développés de la région ne se soient pas encore concrétisées. Il a souligné qu'en l'absence de telles mesures, les perspectives de redressement économique de l'ensemble de la région demeureraient incertaines.

6. M. Chhibber a noté que les décisions que prenaient à ce stade les responsables de la région auraient d'importantes incidences sur les perspectives de relèvement de la région et sur l'avenir du siècle de l'Asie et du Pacifique. Il a appelé l'attention sur le fait que d'importants déséquilibres macroéconomiques, qui étaient à l'origine de la crise, n'étaient pas corrigés par les trains de mesures adoptés jusqu'ici. Il a fait valoir en particulier que la situation de surconsommation aux États-Unis d'Amérique et en Europe et de surépargne dans la région de l'Asie et du Pacifique devrait être rééquilibrée en améliorant la portée de la protection sociale et le fonctionnement des filets de sécurité sociale dans la région.

7. M. Khor a évoqué le rôle des finances et du commerce dans la propagation de la crise à la région de l'Asie et du Pacifique et s'est déclaré inquiet de la dépendance actuelle du système sur le dollar des États-Unis comme unique de monnaie de réserve. Il a noté en particulier que la région devait adopter une position plus ferme sur la constitution d'un nouveau système international de réserves. Il a engagé les pays de la région à tirer les leçons nécessaires de la phase actuelle et à se préoccuper de la nécessité d'une meilleure régulation des flux de capitaux dans la région et des marchés financiers afin de favoriser la stabilité financière et d'éviter les activités motivées par la spéculation, et de la réforme du système financier international.